

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de
Haute-Normandie

Rouen, le 18 JAN. 2013

Service Risques

LE SOUS-PRÉFET,

Société ATHALYS

SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL,

SOTTEVILLE LES ROUEN

CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT

Mise en demeure

DANS LE DÉPARTEMENT,

- ARRETE -

VU :

Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment ses articles 43, 44 et 45,

Le décret du Président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant M. Thierry HEGAY, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire-général de la préfecture de Seine-maritime,

Le Code de l'Environnement et notamment le titre Ier du Livre V ;

L'arrêté préfectoral du 10 septembre 2010 autorisant la société ATHALYS à exploiter ses installations de lavage et curage de véhicules, de regroupement de déchets liquides et de tri et transit de déchets par arrêté.

Le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 3 mai 2012 ;

CONSIDERANT :

Que l'inspection des installations classées a constaté le 3 mai 2012 que certaines dispositions de l'arrêté du 10 septembre susvisé n'étaient pas respectées, notamment :

- absence de moyens adaptés au risque incendie à défendre, notamment réseau incendie non opérationnel (point 7.7.1 des prescriptions annexées à l'arrêté susvisé) ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

– absence de réalisation d'un exercice POI périodique (point 7.7.6.2 des prescriptions annexées à l'arrêté susvisé).

Que l'article Article L. 514-1 du code de l'environnement dispose que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé.

Qu'il convient que la société ATHALYS satisfasse à ses obligations ;

SUR :

Proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-Maritime :

ARRETE

Article 1 :

La société ATHALYS dont le siège social est situé au 31, Boulevard Industriel à SOTTEVILLE LES ROUEN (76300), est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées au même endroit de :

– rendre opérationnel, **sous trois mois**, son réseau incendie, en réalisant les travaux prévus par le permis de construire du 22 juin 2012 ; l'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées toute preuve permettant d'attester de la bonne réalisation des travaux (bon de suivis des terres excavées du site, plan des réseaux mis à jour...) ;

– réalisation d'un exercice POI, **un mois au plus tard après la fin des travaux de réfection du réseau incendie**, en présence des services d'incendie et de secours. L'inspection des installations classées sera tenue informée de la date d'exécution de cet exercice.

Article 2 :

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, la société ATHALYS pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

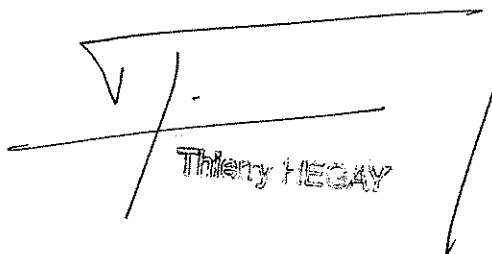
Article 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, le maire de SOTTEVILLE LES ROUEN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, de l'emploi et du travail, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SOTTEVILLE LES ROUEN.

Le Secrétaire-général
Chargé de l'administration de l'État
dans le département,



Thierry HEGAY